

L'ÉDITOpar **Thierry DUPIÈREUX**

Travail exemplaire

Le rapport final a donc été rendu par cette commission d'enquête parlementaire qui, selon les conseillers de Nethys, n'avait pas mené « ses travaux de manière impartiale ». On se souvient, en effet de cette note, rédigée par un bureau bruxellois, critiquant dans un document de 100 pages le rapport intermédiaire de la commission Nethys/Publifin. Cent pages de notes techniques entre « *principes juridiques de base ignorés* » et « *dispositions juridiques appliquées à tort* ». Cette note avait été perçue comme une manœuvre d'intimidation. Aujourd'hui, le ton du rapport final des commissaires montre que si manœuvre il y a eu, elle n'a pas porté ses fruits. C'est plutôt rassurant. Le rapport, qui depuis sa version intermédiaire a doublé de volume, comporte 73 recommandations émergeant d'une analyse sévère. Ce n'est pas tout, dans la foulée, un PV va être transmis au parquet général. Là, on ne parle plus de recommandations, mais bien d'indices d'infraction. Bref, les parlementaires ont fait leur job jusqu'au bout, affichant au final une unité qui tranche un peu par rapport au climat politique actuel qui est bien loin de

l'entente cordiale. C'est que la dimension hautement symbolique de ce dossier méritait bien ce travail de fond commun. Le parlement wallon a mouillé sa chemise. Reste à voir la suite qui sera donnée à ce rapport. Et là, il s'agira d'être vigilant. Les parlementaires devront veiller à ce que les recommandations soient suivies d'effet. Il en va de la crédibilité des institutions. Il en va de la confiance des citoyens dans le monde politique. Il y a aussi, et surtout, l'exemplarité que doit inspirer cette affaire. Au niveau du gouvernement wallon (quelle que soit sa nouvelle mouture) il s'agira de mettre tout en place pour que tels dérapages ne puissent plus avoir lieu. L'argent public doit être au centre de toutes les attentions et sa gestion doit profiter au plus grand nombre sans gaspillage, sans dépenses inutiles. Le monde politique a tout intérêt à condamner sans réserve les agissements qui sont contraires au bien commun et sapent l'indispensable confiance entre les élus et leurs électeurs. Sans cette vigilance de tous les instants, une démocratie se vide de son sens, orpheline des garde-fous nécessaires.